Économie des conventions et théorie de la régulation : de la comparaison à la confrontation

Bernard Billaudot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/1119>
DOI : 10.4000/ei.1119
ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006
Pagination : 55-93
ISSN : 1775-2329

Référence électronique

Bernard Billaudot, « Économie des conventions et théorie de la régulation : de la comparaison à la confrontation », *Économie et institutions* [En ligne], 8 | 2006, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ei/1119> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ei.1119>

Economie des conventions et théorie de la régulation : de la comparaison à la confrontation

Bernard Billaudot¹

Un profond renouvellement de la science économique est intervenu au-delà des années mille neuf cent soixante. A ce titre, deux programmes de recherche qualifiés d'hétérodoxes ont vu le jour en France, celui de *l'école de la régulation* (TR) qui se constitue dans la seconde moitié des années soixante-dix et celui de *l'économie des conventions* (EC) dont l'acte fondateur collectif se situe à la fin des années quatre vingt en rassemblant des travaux réalisés dans les années qui précèdent². On se propose de comparer leurs objets et leurs résultats (sans prendre en considération les méthodes mises en œuvre de part et d'autre pour les établir³) et de faire ainsi ressortir leurs *convergences* et leurs *divergences*⁴. En raison des évolutions qui se sont manifestées au sein de ces deux programmes, cette comparaison est menée en distinguant deux étapes.

¹ LEPII-CNRS-UPMF-Grenoble, bernard.billaudot@wanadoo.fr

² En ce qui concerne la TR - en principe, le sigle devrait être ER (Ecole ou Economie de la Régulation), mais la pratique courante est de parler de la Théorie de la régulation (TR), au même titre où on parle de la théorie néoclassique en un sens large (c'est le regroupement d'un ensemble de théories au sens précis du terme) - le travail fondateur est la thèse de Michel Aglietta (1974) sur les Etats-Unis, reprise dans (Aglietta, 1976). L'ouvrage qui présente une synthèse de la première génération de travaux est celui de Robert Boyer (1986) - *La théorie de la régulation, une analyse critique*. Pour l'EC, l'acte fondateur officiel est le numéro spécial de la *Revue économique*, volume 40, numéro 2, mars 1989 : « L'économie des conventions » (Dupuy et al., 1989) Dans l'introduction de *Analyse économique des conventions*, publié en 1994 (nouvelle ed. 2004)), André Orléan retient qu'« on pourrait situer la date de naissance de cette communauté de recherche à la Table-Ronde INSEE-CNRS, organisée les 22-23 novembre 1984, sur les outils de gestion du travail » (1994 : 13-14), (2004 : 53-54). Cette table ronde est celle qui a conduit à l'ouvrage édité par Salais et Thévenot (1986).

³ On revient toutefois sur la différence méthodologique d'ordre général entre les deux écoles en 2.3.

⁴ Cette comparaison prend notamment appui sur les entretiens, réalisés par la revue marocaine *Critique économique*, animée par Nouredine El Aoufi, des deux principaux représentants de ces programmes, Olivier Favereau pour l'EC (n° 12, Hiver-printemps 2004) et Robert Boyer pour la TR (n° 15, Printemps 2005). L'intérêt de tels entretiens est 1/ la liberté de ton qui caractérise ce genre ; 2/ le fait que chacun est invité à présenter le programme, dont il est l'un des principaux contributeurs, en mettant en exergue son unité, sans toutefois effacer certains débats internes. C'est l'optique qui est retenue ici.

On commence par montrer que les points de départ de ces deux programmes sont tout à fait différents et qu'en conséquence les premiers travaux réalisés de part et d'autre conduisent à des résultats dont la comparaison ne peut relever de la confrontation (Partie 1). La seconde étape prend acte du fait que les trajectoires suivies d'un côté et de l'autre convergent au-delà des années quatre vingt-dix sur un même objet : les institutions. La confrontation scientifique devient alors possible. Elle rend manifeste que l'on est en présence de propositions très différentes concernant cet objet, divergences que l'on comprend mieux en positionnant les trajectoires de l'EC et de la TR dans le champ des institutionnalismes (Partie 2). On en conclut que ces différences révèlent surtout une certaine complémentarité.

1. Deux points de départ totalement distincts n'offrant pas de terrain commun de confrontation scientifique

Un programme de recherche (au sens de Lakatos) se caractérise au départ par la conjonction de deux éléments : 1/ une question à laquelle une **théorie de référence** ne répond pas de façon satisfaisante et 2/ un ensemble d'hypothèses retenues pour répondre à cette question. Certaines de ces hypothèses font partie de celles qui sont constitutives de la théorie de référence en question ; elles relèvent ainsi de la continuité. D'autres au contraire sont nouvelles ; elles marquent une **rupture**. Le travail réalisé sur la base de ces hypothèses débouche sur une première réponse relativement consistante à la question posée, la nouveauté de cette réponse étant la conséquence de cette rupture. Cela ne veut pas dire que tous les travaux réalisés au sein du programme de recherche s'entendent sur tout, seulement qu'ils convergent sur un résultat partagé : une réponse « commune » à la question posée au départ. Il s'agit de la première étape de tout programme de recherche digne de ce nom.

La comparaison entre deux programmes de recherche au titre de cette première étape a le statut d'une confrontation lorsqu'ils ont un terrain d'investigation commun - on confronte alors leurs hypothèses respectives et leurs résultats. Si non, on doit se contenter d'une simple comparaison portant sur des considérations tout à fait générales (épistémologiques et/ou méthodologiques) et on se demande seulement si les deux programmes en question sont, ou non, complémentaires. Qu'en est-il s'agissant du couple EC/TR ?

1.1 Les points de départ respectifs de l'EC et de la TR

Les principales caractéristiques des points de départ respectifs de l'EC et de la TR, selon la grille d'analyse rappelée ci-dessus, peuvent être synthétisées dans un tableau (voir tableau 1)⁵.

Le point de départ de l'EC

La question initiale à laquelle l'EC entend répondre est celle de la coordination : comment des acteurs autonomes peuvent-ils se coordonner ? A l'amont, la théorie de référence est la théorie de l'équilibre général (modèle Arrow-Debreu). Mais il est déjà acquis que cette théorie standard du marché pose problème, dans la mesure où on ne peut démontrer que l'équilibre est stable ; elle a été critiquée de l'intérieur, à commencer par Arrow (1973, 1974) : la prise en compte de l'*incertitude* oblige à se préoccuper de la **coordination** des individus concernant leurs croyances⁶. De nouvelles théories voient le jour. Certaines traitent de la coordination à partir de l'hypothèse néoclassique d'une rationalité substantielle, relevant ainsi de ce qui est qualifié de Théorie standard étendue par Favereau (1989). La théorie de référence, qui n'apporte pas une réponse satisfaisante à la question, est plus précisément l'une de ses composantes : l'analyse stratégique de l'émergence des règles fondée sur la théorie des jeux ; en l'occurrence, les travaux de D. Lewis (1969) et de T. Schelling (1960) qui introduisent la notion de convention (un standard ou régularité de comportement). L'EC reconnaît l'apport de cette analyse stratégique, en tant qu'elle met en évidence les défauts de coordination (multiplicité des équilibres, sous-optimalité de l'équilibre) et fait voir à la fois l'intérêt pour des individus de se coordonner et la nécessité pour surmonter ces défauts d'une institution mettant en jeu une « croyance commune » (un accord collectif sur l'adoption d'une règle de comportement commune) ; mais elle échoue à rendre compte de l'émergence de la convention : la question du « sens » des règles demeure inaccessible à l'analyse

⁵ Ce tableau ne fait pas état de deux éléments qui expliquent pour une part ces points de départ différents : 1/ ces deux théories apparaissent à une quinzaine d'années d'intervalle dans des contextes intellectuels et économiques profondément différents et 2/ elles sont élaborées par des personnes qui, tout en étant principalement issues ou encore rattachées à l'administration économique, n'ont pas le même domaine d'investigation (modélisation macroéconomique (TR)/travail-emploi (EC))

⁶ On peut se référer à Postel (2003) pour une présentation synthétique de l'apport critique de Arrow ainsi que des analyses positives développées dans la brèche qu'il a ouverte, les deux principales étant la théorie des coûts de transaction (Williamson) et l'analyse stratégique de l'émergence des règles mobilisant la théorie des jeux.

stratégique. Il paraît nécessaire d'élargir le cadre habituel de la rationalité économique.

Tableau 1 : Deux programmes de recherche distincts

Critère	Economie des conventions (EC)	Ecole de la régulation (TR)
La question initiale	Comment des acteurs autonomes peuvent-ils se coordonner ? C'est une question à la fois <i>théorique</i> et d'ordre <i>microéconomique</i> , au sens néoclassique du terme.	Comment expliquer la longue croissance d'après guerre et son épuisement dans la stagflation ? C'est une question à la fois <i>empirique</i> et d'ordre <i>macroéconomique</i> , au sens keynésien du terme.
La théorie de référence qui ne répond pas (ou répond mal) à cette question	La <i>théorie néoclassique standard étendue</i> qui consiste à appréhender de façon réaliste la question de la coordination marchande (prise en compte de l'incertitude) en conservant l'hypothèse relative à la logique d'action des individus (rationalité instrumentale-calculatoire).	La <i>théorie marxiste orthodoxe</i> de l'époque, c'est à dire la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat.
Ce qui est conservé de la théorie de référence	L'action économique reste pensée comme étant celle qui va au devant d'un désir d'utilité.	Le capitalisme reste pensé comme une structure faite de rapports sociaux qui lui sont propres.
Le point de rupture avec cette théorie (on ne peut répondre à la question initiale si on ne fait pas cette rupture)	La rationalité de l'individu ne préexiste pas à la coordination ; elle se forme dans la solution de coordination.	Les règles et institutions juridiques ne sont pas un simple habillage de rapports économiques préexistants ; au contraire, elles leur permettent d'être conçus et de se développer.

Cet élargissement n'est pas un abandon. L'EC conserve la délimitation néoclassique, qualifiée de formelle par Polanyi (1986), de l'objet de la science économique⁷. Il s'agit de ce que les membres de

⁷ Ainsi, R. Salais dans la Présentation de « *Institutions et conventions* » (1998), réaffirme que « l'optimalité de la relation entre les moyens et la fin selon un principe d'économie définit le domaine de l'économie en tant que science sociale » (p. 11), en considérant alors « l'action économique comme une action qui vise, dans la situation dans laquelle elle est prise, à s'ouvrir des possibilités » et en se demandant « quel principe d'économie la possibilité noue-t-elle dans l'action entre la fin et les moyens ? » (p. 7).

l'EC appellent l'entrée *économique* dans l'EC⁸. En revanche, l'homme n'est plus vu comme une machine à calculer qui ne parle pas avec ceux avec lesquels il est en interaction stratégique (au sens de la théorie des jeux). C'est un « *homo interpretans* » (Favereau, 2004 : 143) se référant à une représentation sociale ; il interprète la situation dans laquelle il se trouve à l'aide de cette représentation. La rationalité de l'individu ne préexiste donc pas à la coordination ; elle se forme **dans** la solution de coordination. La rationalité devient ainsi une **rationalité située** - étant fonction de la situation dans laquelle se trouve l'individu, elle peut changer d'une situation à l'autre. Cette situation met en jeu des outils, qui sont des médiateurs dans la coordination. On ne peut comprendre cette dernière sans prendre en compte ces outils, leurs mises en forme.

Le point de départ de la TR

Les premiers travaux régulationnistes ont pour objet d'expliquer la longue croissance d'après-guerre et son épuisement dans la stagflation. Ces travaux font état de l'incapacité de la théorie standard de la croissance (le modèle de Solow, avec progrès technique) à rendre compte de cet épuisement (l'hypothèse d'un ralentissement du progrès technique est contredite par les faits). Mais cette théorie néoclassique n'est pas à la base de ces travaux. La filiation de la TR est à la fois marxienne et keynésienne, en prolongeant notamment les travaux de Kaldor et de Kalecki. C'est une simplification de retenir que la théorie de référence est avant tout la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (CME), développée dans la lignée de Marx, notamment en France par les économistes du Parti communiste Français (1971), en tenant compte des nouvelles formes de concurrence liées à l'avènement des monopoles. Cette

⁸ Notons qu'il y a aussi une entrée *sociologique*. Cette dernière, qui tient à la coopération d'économistes et de sociologues dès les premiers travaux de l'EC (Boltanski et Thévenot, 1987), est le pendant de l'entrée économique : elle revient à pointer l'incapacité de la sociologie durkheimienne à rendre compte des défauts de la reproduction sociale. Cette sociologie « met en scène une société dont les membres partagent des représentations collectives et sont tenus de prendre en compte des normes sociales et des règles de conduite dans leurs agissements [...] en sorte que la notion d'action ne peut être préservée que par le recours à des mécanismes d'intériorisation » (Livet, Thévenot, 1994 : 140). On le voit notamment avec l'habitus de Bourdieu. Or les règles ne sont que « des procédures de traitement des conflits d'interprétation [...], non des déterminants de l'action immédiate » (idem, p. 145) et, s'agissant de comprendre cette interprétation des règles par l'individu, on ne peut faire comme si « les justifications des acteurs sont tenues pour des illusions trompeuses quand à la nature véritable de leurs actes » (p. 141). Concernant le dialogue et la convergence des deux entrées, voir notamment Orléan (1994, 2004) et Bessy, Favereau (2003).

théorie défend la position selon laquelle l'intervention de l'Etat en faveur des monopoles permet de reporter la crise finale du capitalisme ouverte dès le début du vingtième siècle. On ne peut alors expliquer, **dans un même mouvement**, le retour d'une forte croissance durable après la seconde guerre mondiale et son épuisement à partir de la fin des années soixante. En effet, la théorie du CME prend comme une donnée inexpliquée ce qui a été un facteur déterminant de la croissance, à savoir une forte remontée du taux général de profit au début de la période en revue, pour expliquer ensuite son épuisement à l'aide de la loi de baisse tendancielle de ce taux, énoncée par Marx, en retenant alors que l'intervention de l'Etat évite au moins pendant un certain temps qu'elle atteigne le capital monopoliste.

Pour autant, la vision marxienne de l'économie d'une société n'est pas abandonnée. Ainsi, les économies nationales étudiées sont considérées comme des entités dans lesquelles la production et la répartition des richesses relèvent principalement du capitalisme entendu comme un mode de production – mode dont l'existence tient à un système de trois rapports sociaux : le rapport marchand (ou la monnaie si on préfère) qui n'est pas spécifique à ce mode de production, plus deux rapports qui le sont, le rapport capital/travail et le rapport de concurrence entre les fractions de capital promues à l'autonomie⁹.

La rupture avec la tradition marxiste (conservée dans la théorie du CME) est de ne plus retenir que le politique et le juridique s'édifieraient sur l'économie capitaliste. En effet, l'analyse historique de longue période fait apparaître que la grande crise de l'entre-deux-guerres (comprenant les deux guerres mondiales) a été le cadre de profonds changements de l'organisation sociale des sociétés dans lesquelles le capitalisme domine¹⁰. Or, si on en reste à l'idée que les instances politiques et juridiques ne seraient qu'une

⁹ Seule cette vision qui est à l'amont de la théorie développée par Marx dans le Capital est conservée comme base de la TR1, vision qui consiste à concevoir le capitalisme comme un système, dans la mesure où les deux rapports qui lui sont spécifiques *forment système* (le rapport de concurrence *ne se comprend pas* sans le rapport capital/travail). Sur ce point, voir notamment Billaudot (2001). Précisons que cette prise de distance vis-à-vis de la théorie marxiste proprement dite, qui concerne avant tout la relation entre valeur et prix, procède de la seconde filiation de la TR, la filiation keynésienne qui est liée à l'ancrage professionnel des premiers régulationnistes dans l'administration macroéconomique française (INSEE, DP, CEPREMAP).

¹⁰ Voir à ce sujet la thèse de Michel Aglietta (1974) pour les USA et le travail collectif du CEPREMAP (1977) pour la France.

superstructure, on ne peut comprendre qu'une même infrastructure économique capitaliste puisse donner naissance à (ou se traduire par) des solutions juridiques très différentes¹¹. Cela n'est possible que si on fait une place explicite à l'Etat (au sens large, y compris le juridique) en considérant qu'il ne s'édifie plus « sur » l'économie en étant un simple agent du capital, mais au contraire qu'il dispose d'une relative autonomie vis à vis de ce dernier en étant un vecteur de compromis institutionnalisés. Autrement dit, la TR retient que les règles et institutions juridiques ne sont pas un simple habillage de rapports économiques préexistants ; elles leur permettent d'être conçus et de se développer. En conséquence, les formes que prennent les rapports sociaux (constitutifs du capitalisme) peuvent être différentes dans l'histoire ou d'une nation à l'autre. Ce sont ces formes qui déterminent les conditions de l'accumulation du capital.

La comparaison des points de départ : l'absence de points communs

Lorsqu'on met en rapport ces points de départ des deux programmes, la conclusion qui s'impose immédiatement est qu'ils n'ont aucun point commun : ils ne se posent pas la même question et ne retiennent pas la même théorie de référence. On ne peut faire état d'un lien de filiation entre la TR et l'EC, comme semble le retenir François Dosse¹². En conséquence, il n'y a pas de confrontation

¹¹ Et aussi qu'elles soient différentes, d'un pays à l'autre, à état donné du développement des forces productives.

¹² Dans l'ouvrage pris en compte (1995), F. Dosse traite de l'émergence d'un nouveau paradigme en science sociale : « ce tournant pragmatique accorde une position centrale à l'action dotée de sens, réhabilite l'intentionnalité et les justifications des acteurs dans une détermination réciproque du faire et du dire » (p. 12). Il passe en revue les divers courants qui en sont constitutifs. A ce titre, il consacre un chapitre à l'économie des conventions. Il analyse alors la TR comme une première tentative de se sortir du structuralisme : « les régulationnistes ont permis de dynamiser la structure et de réintégrer les agents de l'économie, les hommes qui étaient envisagés jusque-là comme simples supports de logiques structurelles.[...] Ils ont eu le mérite, à une époque où l'on pratiquait la théorie du reflet, de complexifier le rapport entre infrastructure et superstructure afin de donner à cette dernière toute son épaisseur » (p. 282). Et il considère que « c'est dans la *filiation* de ce courant hétérodoxe qu'est né ce que l'on peut qualifier d'école des conventions » (p. 282, souligné par nous). Il note toutefois peu après que, pour Laurent Thévenot, l'EC « est un mouvement de rupture par rapport à la régulation et aux institutionnalisations en général » (p. 283). Pour sa part, Alain Lipietz (1995) considère ce passage de la régulation aux conventions comme « un grand bond en arrière », dans la mesure où il substitue à des relations « verticales » (rapports de domination) des relations « horizontales » en effaçant ainsi le conflit.

scientifique possible entre eux. Seule une simple **comparaison** est envisageable.

1.2 Les résultats de la première étape

On qualifie d'EC1 et de TR1 les résultats « communs » établis de part et d'autre au début des années quatre vingt dix, la première étape ainsi prise en compte pour la TR allant bien au-delà des premiers travaux des années soixante dix. Ils sont présentés tout à fait distinctement, puisqu'il n'y a pas de confrontation possible.

L'EC1

La principale proposition d'EC1 concerne la coordination : « on ne peut pas coordonner sans coordonner les représentations » (Favereau, 2004 : 131). On ne doit donc pas se contenter de la notion courante de convention, comme type particulier de règle (les usages, les savoirs vivre, les règles de circulation) dont la caractéristique essentielle est que « personne ne se charge de l'exécution et du maintien de ces conventions » (p. 129). On ne peut donc s'en tenir au concept du philosophe David Lewis qui repose sur l'idée d'un *commun knowledge*. Ces règles-conventions doivent être qualifiées de « conventions 2 ». Elles ne s'imposent que parce qu'elles reposent sur des « conventions 1 », c'est à dire dans chaque cas sur une **convention constitutive** d'un monde **commun** partagé (la représentation commune qui sert à interpréter). Une telle convention constitutive est un **objet collectif**.

Ainsi, dans le texte fondateur de l'EC¹³, il est dit que « les recherches réunies dans ce numéro ont en commun de développer l'hypothèse inverse [de celle de l'analyse néoclassique] en considérant que l'accord entre des individus, même lorsqu'il se limite au contrat d'un échange marchand, n'est pas possible sans un cadre commun, sans une *convention constitutive* » (p.142, souligné par nous). En ajoutant que « l'extension du champ couvert par la théorie économique suppose qu'elle puisse rendre compte de crises et de rapports critiques entre acteurs, tout en analysant les possibilités de coordination et d'équilibre. Une convention est une régularité qui a sa source dans les interactions sociales mais qui se présente aux acteurs *sous une forme objectivée*. [...] Comme le suggère bien le champ sémantique du terme « convention », qui désigne le dispositif constituant un accord de volontés *tout comme* son produit, doté d'une force normative obligatoire, la convention doit être

¹³ L'Introduction du numéro spécial de la *Revue économique* (Dupuy et al., 1989).

appréhendée à la fois comme le résultat d'actions individuelles et comme un cadre contraignant les sujets » (p. 145, souligné par nous). Précisons que, dans ce texte, le « dispositif constituant » est la convention 1 et « son produit », la convention 2.

Ainsi, une convention (une règles-convention de type 2, dotée de sa convention de type 1 qui préside à son existence ou encore à son institution) n'est pas une routine, au sens de la théorie évolutionniste. Une routine est une habitude qui a été incorporée, qui est acquise par apprentissage et « qui nous permet d'économiser des ressources cognitives » (Favereau, 2004 : 134). Une convention est **plus** qu'une routine, parce qu'il y a dans « convention » « l'idée de coordination avec autrui comme il y a une autre dimension qui est fondamentalement réflexive » (*idem*). En effet, « nous consacrons énormément de temps, individuellement et collectivement, à discuter, critiquer, modifier les conventions auxquelles nous nous conformons ou ne nous conformons pas » (*idem*).

La seconde proposition d'EC1 est qu'il y a une **pluralité** de mondes communs possibles : dans n'importe quel contexte de coordination, il y a plusieurs solutions de coordination possibles. Pour un certain nombre de conventionnalistes, cela signifie qu'il y a toujours plusieurs façons de rendre compatibles l'intérêt et la justice (au sens éthique) ; autrement dit, de juger du caractère **équitable** d'un accord présentant un intérêt pour les parties qui ainsi se coordonnent. Tel est du moins le cas dans une société démocratique, c'est à dire « une société dans laquelle s'exerce de façon institutionnelle une certaine forme d'esprit critique sur les gouvernements en place » (Favereau, 2004 : 139). On peut encore dire dans cette veine qu'il y a une pluralité de formes d'actions justifiées.

Le principal travail en la matière est l'ouvrage de Boltanski et Thévenot *De la justification*. (1991)¹⁴. Ces derniers y définissent le concept de cité. C'est un ordre justifié qui repose sur un « lien social capable de connecter les personnes à un bien commun » (p. 63) et dont les principes constitutifs sont au nombre de six ; à chaque cité sa convention constitutive qui préside à un classement (un ordre des grandeurs) des personnes et des biens¹⁵. Ces inégalités sociales sont

¹⁴ Cet ouvrage reprend et approfondi un premier travail commun (1987).

¹⁵ Les six principes en question sont le principe de commune humanité, le principe de différence, le principe de commune dignité, le principe d'ordre, le principe de sacrifice (formule d'investissement) et le principe (de bien) supérieur commun - ce dernier est la convention constitutive, qui diffère d'une cité à l'autre. Les grands d'une cité sont ceux qui investissent dans la réalisation du bien commun (les petits ne réalisent pas cet investissement) :

considérées par tous les membres de la cité comme justes¹⁶. Dans l'ouvrage en question, ces cités sont au nombre de cinq : marchande, civique, inspirée, du renom, industrielle, domestique. Ainsi, la coordination entre producteurs et consommateurs d'un bien produit repose sur une convention de qualité (Eymard-Duvernay, 1989), qui peut notamment être marchande (c'est le prix auquel se vend tel bien sur le marché en raison des consentements à payer des consommateurs qui est le principe de classement) ou industrielle (ce sont les caractéristiques techniques du produit qui entrent en ligne de compte)¹⁷. La convergence sur une certaine vision du bien commun dans telle situation passe par la réalisation d'épreuves qui mettent en jeu des objets ainsi qualifiés. La situation se caractérise donc par des outils, qui sont constitutifs de la solution de coordination¹⁸.

Dans cette théorie de l'action, la **justification** est le concept central (on parle d'action justifiée). Chez d'autres conventionnalistes, le concept amont dont dérive la pluralité des conventions constitutives est plutôt l'**incertitude** au sens où en parlent Knight et Keynes. Cette incertitude ne peut être réduite au risque probabilisable et ne peut donc être intégrée dans un calcul d'utilité ; elle porte avant tout sur « l'interprétation de ce que fait l'autre » (Salais, 1994)¹⁹. Ainsi, en se limitant au champ de l'économie

les inégalités entre eux sont justifiées aux yeux de tous par cet investissement. Voir notamment (Godard, 2004), pour une présentation résumée.

¹⁶ L'inégalité juste s'entend alors au sens de Rawls (1971) : si on cherche à la supprimer, la situation des petits se détériore. Reste qu'ici les individus ne sont pas « sous le voile d'ignorance », mais en situation : ils savent quelle est leur place dans tel ou tel ordre des grandeurs des personnes.

¹⁷ Pour la cité du renom, les bons (grands) produits sont ceux « de marque », les petits étant les produits sans marque ; pour la cité domestique, les bons (grands) produits sont ceux dont la production se conforme à des recettes traditionnelles éprouvées ; pour la cité civique, les grands produits sont les biens collectifs et les petits, les biens privés ; enfin, pour la cité inspirée, les grands biens sont les œuvres, les créations, les petits étant les produits standards, banals.

¹⁸ « L'attention aux liens entre les raisons et les objets engagés à l'appui [...] permet de ne pas faire porter le poids de la coordination des conduites, ni exclusivement sur des croyances et des représentations unifiées, ni sur des systèmes ou des lois qui mettraient toutes les potentialités d'ordre du côté de la régularité des choses » (Boltanski, Thévenot, 1991 : 30).

¹⁹ Ainsi Robert Salais retient que « les conventions permettent aux personnes impliquées dans une activité [...] de trouver une solution praticable à l'incertitude [...]. Elles permettent d'engendrer, dans le cours de la situation, des attentes réciproques sur les compétences et les comportements des autres » (1994 : 377). Pour sa part, André Orléan (1989) considère que « la conception développée par Salais (voir ci-dessus) recueillerait certainement

industrielle (couplage entre production et demande des produits), Salais et Storper (1993) s'en tiennent à quatre mondes (ou cadres communs) sur la base des deux solutions que retient Knight face à l'incertitude dans laquelle se trouvent des agents qui ont à se coordonner ; à savoir, la consolidation (on fait comme si tous ceux avec lesquels il s'agit de se coordonner sont identiques – hypothèse dite de l'individu représentatif) et la spécialisation (chacun est différent)²⁰.

La TR1

Concernant la TR, le principal résultat de la première génération de travaux (TR1) est le concept de **forme institutionnelle**. Soit les propositions suivantes : 1/ un même rapport social peut être codifié de différentes façons ; 2/ cette codification se fait à l'échelle de chaque Etat-nation ; 3/ une forme institutionnelle est la codification d'un ou plusieurs rapports sociaux ; 4/ les formes institutionnelles ainsi définies sont constitutives d'une économie nationale ; 5/ elles sont au nombre de cinq ; 6/ les trois premières correspondent aux rapports marxistes ; ce sont la forme de la monnaie, la forme du rapport salarial et les formes de la concurrence ; 7/ en se donnant le fractionnement du monde en Etat-nations, les deux autres sont relatives, d'une part à la régulation des dépenses et des recettes de l'Etat, d'autre part à la régulation des relations économiques entre l'économie nationale et le reste du monde.

Ainsi envisagées, ces formes institutionnelles macroéconomiques sont des catégories intermédiaires²¹. La

l'assentiment de la plupart des contributeurs (de l'ouvrage qu'il coordonne) » (1994 : 26).

²⁰ Ces quatre mondes ont été ultérieurement rattachés dans (Salais, 1998) à quatre conceptions du juste, tirées de Rawls. Cette analyse est toutefois minoritaire au sein de l'EC. La référence la plus courante est la cité de Boltanski et Thévenot.

²¹ Elles sont intermédiaires entre les catégories les plus abstraites – les rapports sociaux qui sont constitutifs du capitalisme pensé comme structure – et les catégories observées, qui sont des relations microéconomiques (commerciales, salariales et financières) et qui sont relatives à une économie dans laquelle le capitalisme n'est pas la seule modalité de production de richesses. Précisons que les relations qui sont au fondement d'un système en sont la structure (Descombes, 1996) et que, selon Jean Piaget (1968), une structure est une pure construction de l'esprit ; seuls ont une existence des *modèles* de cette structure ; ces derniers sont des catégories *intermédiaires*, dans la mesure où la réalité est comprise comme la combinaison de modèles d'une ou plusieurs structures. Les formes institutionnelles relèvent du niveau intermédiaire des modèles.

proposition la plus importante est toutefois la suivante : la **genèse** d'une forme institutionnelle est comprise **sans** se référer à sa **fonction**, c'est-à-dire au rôle qu'elle va jouer dans le processus de régulation économique. C'est un compromis temporaire entre classes sociales sous l'hypothèse d'une disjonction de la lutte des classes des luttes de classement des individus²². Les règles instituées se distinguent par leur principe d'action, c'est à dire par la façon dont elles canalisent les comportements individuels. Il y en a trois : « d'abord la loi, la règle ou le règlement, soit un principe de contrainte ; ensuite le compromis, soit un principe de négociation ; enfin la communauté d'un système de valeurs ou de représentations, soit un principe de routine »²³. Mais la règle ne suffit pas à engendrer d'adhésion. Il est fait référence à l'**habitus** de Bourdieu pour le comprendre : l'inclination à agir s'engendre dans la relation entre un champ et un habitus ; elle est « l'effet historique de l'accord entre deux réalisations du social, dans les choses par l'institution et dans les corps par l'incorporation » (Bourdieu, 1980)²⁴.

La réponse à la question initiale est dès lors la suivante : la croissance des trente glorieuses a été le résultat de la mise en place d'un **système** de nouvelles formes institutionnelles qui a engendré un mode de régulation commandant un nouveau régime d'accumulation - une dynamique de production/consommation de masse qualifiée de **fordisme**. Ce mode de développement à base nationale ne pouvait que s'épuiser en raison du changement structurel qui lui est endogène (ouverture des économies,

²² Boyer (1986 : 55) retient que « cette notion [celle de régulation] vise à se substituer à la théorie des choix individuels et au concept d'équilibre général comme point de départ de l'étude des phénomènes macroéconomiques. En effet, tout mode de régulation décrit comment la conjonction de formes institutionnelles façonne, canalise et, dans certains cas, contraint les comportements individuels et prédétermine les mécanismes d'ajustement sur les marchés [...]. Pour autant ne sont niées ni une certaine autonomie des stratégies individuelles ni l'hétérogénéité des comportements au sein d'un même ensemble de formes institutionnelles. Mais pour faire image, on pourrait dire que les *luttes de classement* dans une hiérarchie donnée ne sauraient être assimilées aux *conflits de classe*, ou plus exactement aux affrontements dont l'enjeu est un bouleversement des rapports de pouvoir et des règles du jeu ».

²³ Boyer, Saillard (1995 : 64), résumant Boyer (1986 : 55-56).

²⁴ « Le collectif est déposé en chaque individu sous forme de dispositions durables, comme de structures mentales » (1980 : 29). Rappelons que pour Bourdieu l'**habitus** est « un système acquis de préférences, de principes de vision et de division (ce qu'on appelle d'ordinaire un goût), de structures cognitives durables (qui sont pour l'essentiel le produit de l'incorporation des structures objectives) et de schémas d'actions qui orientent la perception de la situation et la réponse adaptée » (1994 : 45).

différentiation de la demande de consommation, internalisation des coûts de production de la force de travail tirée un temps de l'agriculture et de l'immigration, etc.).

1.3 La comparaison des démarches

Si les deux programmes sont hétérodoxes au sein de la science économique, ils ne relèvent pas de la même posture académique : d'un côté (EC), l'objectif est de faire **bouger** la science normale, de l'autre (TR), il est de construire une théorie **alternative** à la théorie néoclassique de la croissance, dans laquelle la croissance est conçue comme le déplacement d'un équilibre de marché sous l'effet d'un changement dans la donne des facteurs de production et les techniques de combinaison de ces derniers.

De plus, ils s'opposent au plan épistémologique, ou méthodologique si on préfère. En effet, l'EC se réfère à l'individualisme méthodologique, « à un individualisme méthodologique fortement élargi néanmoins puisque l'homme est un animal politique » (Favereau, 2004 : 135)²⁵, et la TR, au holisme méthodologique, plus précisément à un holisme structuraliste (voir *infra*). Cela est rendu manifeste à un double titre : 1/ les individus sont, en tant que tels, mis entre parenthèse dans la TR1 (seuls interviennent des acteurs collectifs) alors qu'ils sont au cœur de l'analyse de l'EC1 ; 2/ les FI fonctionnent essentiellement comme des contraintes dans la TR1, tandis qu'il y a du côté de l'EC « une composante d'interprétation et donc quelque chose de créatif ou de critique dans la mise en œuvre de toute règle » (Favereau, 2004 : 136).

Il paraît difficile, en conséquence, de considérer que les deux programmes seraient complémentaires. Toutefois, certains avancent que l'EC fournirait à la TR la microéconomie dont elle a besoin et, réciproquement, la TR fournirait à l'EC la macroéconomie dont elle a besoin (Favereau, 1995). Certains travaux menés en commun (Boyer, Orléan, 1991) semblent confirmer cette idée. Mais ils sont minoritaires. L'évolution ultérieure va l'invalider.

²⁵ Sur ce point, voir aussi Defalvard (1992).

2. Des trajectoires d'évolution qui convergent sur un même objet – les institutions – mais qui divergent quand aux résultats

Tout programme de recherche suit une **trajectoire**. On assiste à un déplacement à la fois des questions traitées et des hypothèses. Il peut s'agir de nouvelles questions empiriques ou de questions théoriques qu'il s'avère nécessaire de traiter pour y répondre. Du côté des hypothèses, certaines imprécisions ou des simplifications jugées utiles un temps sont levées. En conséquence, les résultats changent aussi quelque peu. Mais la continuité du programme implique que quelque chose d'essentiel, construit à la première étape, demeure (si non, le programme de recherche est remis en cause).

2.1 Les trajectoires respectives

La trajectoire de l'EC procède d'un déplacement de focale sur l'objet théorique initial : il ne s'agit plus simplement de coordinations locales, mais aussi de la coordination sociale d'ensemble. Ce déplacement de focale s'accompagne d'un déplacement de posture académique : d'une posture tournée vers la science économique normale – aller au delà de la notion de convention dans la théorie des jeux sans se démarquer vraiment de la vision interactionniste que celle-ci comporte (la convention comme objet collectif émergent) –, l'EC passe à une posture « institutionnaliste » faisant sa place au droit et à la politique et s'affichant clairement comme une nouvelle hétérodoxie²⁶. On peut résumer cette trajectoire en disant que l'EC passe d'une analyse de principe associée à des coordinations organisationnelles diverses à une application générale de cette analyse (en termes de convention constitutive) aux **institutions**, c'est-à-dire à tout ce qui a donné lieu à un processus d'institution à l'échelle sociétale.

²⁶ Pour Pascal Ughetto, « les auteurs se référant à la perspective conventionnaliste laissent entendre que celle-ci est désormais susceptible de suivre deux cours assez distincts (Batifoulier, 2001) : soit l'exploitation du sens de la notion de convention dans la théorie des jeux et donc une conception des conventions comme émanant fondamentalement des enjeux stratégiques de la coordination, soit le développement d'une idée que l'on trouvait formulée depuis longtemps par O. Favereau, celle de l'interprétation dans l'application des règles et donc de la coordination comme reposant fondamentalement sur la capacité des acteurs à se comprendre » (Ughetto, 2003 : 4). La lecture de la trajectoire de l'EC qui est faite dans cet article est qu'elle a emprunté le second cours, dont parle Ughetto.

La trajectoire de la TR procède aussi d'un double déplacement. Le premier est un déplacement de la question empirique : le questionnement initial était relatif à la trajectoire d'un mode de développement reposant sur des formes institutionnelles stabilisées (le fordisme) ; il s'agit maintenant de comprendre le **changement institutionnel** en période de crise/mutation, d'analyser l'issue à la crise du fordisme qui se dessine. Le second est un déplacement de posture : de marxienne, elle devient institutionnaliste (Baslé, 1995). Le premier déplacement conduit à multiplier les investissements dans d'autres domaines que la macroéconomie (firme, secteur, territoire, développement, etc.). Quand au second, il tient à une construction plus approfondie de la relation entre forme institutionnelle et comportement (individuel) en donnant lieu à une relecture de Commons²⁷, ainsi qu'à des réflexions relevant de la philosophie politique ou de l'épistémologie dépassant la simple référence à Bourdieu (voir *infra*). Ce foisonnement rend plus problématique l'exercice qui consiste à donner une vision stylisée de la trajectoire de la TR, si ce n'est à faire état (i) du débordement d'une analyse visant l'explication de phénomènes macroéconomiques et (ii) d'une compréhension approfondie d'une forme institutionnelle comme une **médiation** entre la structure sociale dans laquelle les individus réalisent leurs activités et les comportements qu'ils adoptent dans ces activités.

Une convergence qui permet une confrontation

Ainsi les deux trajectoires convergent. On passe d'une éventuelle complémentarité à la **confrontation** des points de vue sur un même sujet. En certaines circonstances et avec certains protagonistes, celle-ci est même rude²⁸. La question est celle de l'hégémonie dans le champ de l'institutionnalisme. C'est du moins la façon dont certains voient cette confrontation, en mobilisant les

²⁷ Voir notamment Théret (2001), (2003b). Rappelons que, pour Commons, le processus d'institutionnalisation est une « action collective en contrainte, en libération et en expansion de l'action individuelle » (1934, 2^{ème} vol. p. 73). Cette action collective permet que s'établissent des transactions. Toute transaction respecte trois principes : le conflit, la dépendance et l'ordre. Le conflit : il y a un conflit de prétentions entre les protagonistes ; on est en présence d'intérêts contradictoires. La dépendance : aucun ne peut se passer de l'autre avec lequel il est en conflit ; pour parvenir à ses fins, chacun doit passer par une transaction. L'ordre : toute transaction est réglée. Ainsi l'ordre fait tenir ensemble le conflit et la dépendance ; il règle des rapports de forces. C'est un « ordre tiré du conflit ».

²⁸ On a en vue les échanges entre Favereau et Amable-Palombarini, au cours et à la suite du colloque « *Conventions et Institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique* » organisé par l'EC en décembre 2003.

catégories d'analyse de Bourdieu...en oubliant toutefois que le champ en question est d'abord investi par des écoles ou programmes de recherche qui relèvent de la Théorie standard étendue (en y incluant la théorie des coûts de transaction). Il ne peut donc s'agir que d'une hégémonie au sein des hétérodoxes !

Il y aurait lieu de comprendre ces trajectoires en tant qu'elles se sont inscrites dans un certain contexte. On s'en tient ici au constat qu'elles conduisent à positionner l'EC et la TR dans le champ des analyses institutionnalistes. On qualifie alors d'institutionnaliste, pas seulement une analyse affichant une filiation avec l'ancien institutionnalisme américain, mais plus généralement toute philosophie de recherche en économie qui, visant l'établissement d'un savoir positif, est caractérisée par deux principes : 1/ les régularités économiques observées à tel ou tel niveau (micro, méso ou macro) sont rattachées aux institutions qui président aux pratiques concernées ; 2/ ces institutions sont elles-mêmes expliquées à l'intérieur du modèle théorique. Dans cette délimitation, le terme d'institution est à même de recouvrir une grande diversité d'objets empiriques (arrangement contractuel ou organisationnel, dispositif législatif ou réglementaire, norme sociale, habitude, etc.) et aucune conception particulière n'en est proposée- ce qui n'est déjà plus tout à fait le cas si on ajoute que toute institution est un système de règles présentant une certaine cohérence (Favereau, 1995).

Les deux questions sur lesquelles porte la confrontation

Cette problématique de recherche institutionnaliste est, en toute généralité, confrontée à deux questions : 1/ comment construire la **relation** entre institution et comportement, 2/ comment expliquer le **processus** par lequel les institutions naissent et se modifient (Hall et Taylor, 1996). L'EC s'est constituée sur la première. Cette préoccupation n'a pas changé. Le changement de EC1 à EC2 est de ne plus se limiter à la première question en considérant alors que la réponse à la seconde question découle de la réponse apportée à la première²⁹. L'école de la régulation s'est constituée autour de la seconde. Cette préoccupation n'a pas changé. Le changement de TR1 à TR2 est de ne plus s'en tenir à l'idée que

²⁹ Le principal travail appliqué au sein de l'EC sur la seconde question est celui de Boltanski et Chiapello portant sur *Le nouvel esprit du capitalisme* (1999) et formulant l'hypothèse de l'avènement d'une nouvelle cité, la cité par projets. Au seul plan théorique, l'un des travaux les plus représentatifs d'EC2 est (Bessy, Favereau, 2003).

l'on peut répondre à cette seconde question sans se soucier de la première³⁰.

Pour des raisons internes à chaque programme tout autant que pour une plus grande clarté de la confrontation entre EC2 et TR2, on ne peut, d'un côté comme de l'autre, faire comme s'il n'y avait pas de débats et de divergences au sein de chacun d'eux et y inclure à chaque fois tous les travaux réalisés. S'agissant de l'EC, on ne peut se contenter de faire état d'une même démarche consistant à comprendre les institutions à partir d'une convention constitutive, donc de ne faire des institutions un objet d'analyse pour l'EC que si elles sont vues (réduites ou transformées) en conventionnel (Defalvard, 2000). Une première distinction peut être prise en compte : l'entrée dans le champ institutionnel, qui peut se faire par les normes sociales (Orléan), le choix social (Salais) ou l'interdépendance des niveaux de décision (Favereau)³¹. Il me paraît préférable de remonter à l'amont philosophique qui en rend compte, en retrouvant alors la différentiation dont il a été fait état pour EC1 et en limitant en conséquence EC2 aux travaux qui associent une convention constitutive à l'accord sur un principe (de bien) supérieur commun, permettant d'accorder l'intérêt individuel et l'intérêt général en donnant sens à ce dernier. En effet, la différentiation initiale s'approfondit. La problématique de la justification en termes de bien commun, qui s'oppose à celle de Rawls, revient plus ou moins explicitement à doter l'homme d'un *sens moral* (ou d'une conscience morale, si on préfère) se manifestant par une prédisposition à s'entendre avec les autres – peu importe alors que ce point de vue humaniste relève de la sympathie de Smith, de l'impératif catégorique de Kant³², du désir d'accomplissement de Ricoeur ou de la raisonnable de Rawls³³. On ne trouve pas trace

³⁰ Les travaux, qui portent explicitement sur la première question, relèvent de problématiques diverses : tenter de préciser l'habitus de Bourdieu (Lipietz, Lordon, Servais), comprendre qu'une forme institutionnelle est une médiation entre structure et comportement en mobilisant l'apport de Commons (Théret) ou donner un contenu à la notion de rationalité située (Boyer, Chanteau, Billaudot). On y revient *infra*.

³¹ Distinction avancée par Defalvard (2000), que l'on retrouve dans Batifoulier (2001).

³² « Agis de telle façon que la maxime de ta volonté puisse servir en chaque cas comme principe d'une législation universelle ».

³³ L'hypothèse de base de Rawls est celle de l'autonomie relative de chaque personne. Cette autonomie relative suppose que toute personne est dotée de deux qualités morales d'essence kantienne : l'homme est à la fois rationnel et raisonnable. La première qualité morale est le souci de chaque sujet pour la maîtrise de sa propre vie ; en ce sens, la personne est rationnelle. Le rationnel est donc défini comme la dimension morale qui permet à chacun de suivre sa conception particulière du Bien et, donc, de gouverner sa vie en

d'un tel présupposé dans le travail d'André Orléan ou même celui de Robert Salais. Dans son travail qui porte sur la monnaie et les conventions financières, le premier repart de la convention chez Keynes et mobilise la crise mimétique (Girard) et la peur de la sanction pour expliquer leur formation. Ceci rend manifeste que l'on n'est pas en présence du même type de convention 1 : l'arbitraire de la convention « à la Keynes » ou « à la Lewis » est antinomique à la justification, si on retient que ce qui est « arbitraire » est ce qui ne peut faire l'objet d'une justification rationnelle. Mais il n'y a pas vraiment de débat et, *a fortiori*, de point de vue commun à ce sujet³⁴. Postel et Sobel (2001) nous en donnent la raison : la question qui réunit les conventionnalistes, la coordination, est « un problème qui exclut absolument tout conflit et *abolit toute différence de nature* entre les différents accords envisageables » (p. 336, souligné par nous).

Concernant la TR, on limite la TR2 aux travaux qui ne remettent pas en cause *de facto* l'hypothèse de disjonction entre la lutte des classes et les luttes de classement des individus ou à ceux qui lèvent cette simplification sans toutefois faire intervenir des considérations morales dans l'analyse de la genèse des FI comme dans celle de leur actualisation par des pratiques individuelles qui s'y conforment. Cela conduit à ne pas y inclure ceux qui procèdent à une appropriation critique de l'EC2 (Billaudot, 2001, 2006b). Cette limitation s'accorde avec le fait de continuer à se référer aux cinq formes institutionnelles³⁵. La question cruciale en débat est d'abord

fonction de finalités à long terme les plus élevées qui soient. La seconde qualité morale est la prise de conscience de la même faculté (la première ci-dessus) chez les autres, condition nécessaire à l'existence d'une coopération sociale. En ce sens, la personne est raisonnable. Le *Raisonnable* est donc une prise en compte des contraintes de la coopération sociale, qui conduit chacun à accepter une certaine réduction de ses ambitions dans la poursuite de ses propres finalités, afin de permettre « la réalisation de celles des autres au sein de la *coopération sociale* » (Rawls, 1993 : 364). A ce sujet, voir Wuhl (2002 : 70-71).

³⁴ Mon propre point de vue, à la lecture de MacIntyre (1993), est que l'on ne peut se contenter de cette définition de l'arbitraire, parce qu'elle ne prend pas en compte la pluralité irréductible des principes de justice (conception de la justice en termes d'excellence/conception de la justice en termes de coordination efficace), qui est en amont de la seule pluralité prise en compte par Boltanski et Thévenot.

³⁵ Dans l'entretien paru dans *Critique économique* (2005), Robert Boyer nous dit : « Pour ma part, je continue à utiliser la grammaire des cinq formes institutionnelles (rapport salarial, forme de la concurrence, régime monétaire, relations Etat/économie, insertion internationale), sans introduction de nouvelle, comme le proposerait par exemple Bernard Billaudot (*L'ordre économique de la société moderne*). Il me semble important

celle de savoir comment développer l'analyse d'une forme institutionnelle comme médiation, c'est-à-dire réaliser effectivement ce qui est affiché comme un objectif : « caractériser avec précision le réseau des contraintes à travers lesquelles les agents interagissent et les logiques de leurs actions qui en dérivent [...], sachant que les individus occupent une série de places et de positions qui se définissent par référence à des rapports sociaux qui peuvent varier considérablement dans le temps et dans l'espace [...] et qu'ils ne peuvent se repérer qu'à travers les contraintes, les références communes, procédures et régularités que véhiculent ou favorisent les dispositifs collectifs que sont les règles, les conventions, les organisations (Orléan, 1994) » (Boyer, 1995 : 59). Autrement dit, donner un contenu précis à la rationalité située, en développant « une problématique d'intégration dialectique d'une théorie de l'action et d'une théorie de la structure que nous appellerons "holindividualiste" » (Chanteau, 2003 : 47)³⁶. Cela implique-t-il de faire une place aux significations et aux justifications individuelles pour comprendre un comportement conforme/non conforme à une règle, c'est-à-dire au **sens** que l'homme de la rue (ou le simple citoyen) communique aux autres à propos de ce qu'il fait si on lui demande et aux raisons qu'il met en avant dans la signification en faisant valoir aux autres qu'elles sont justes ou bonnes pour lui ? Le débat porte aussi sur la participation des individus aux réformes institutionnelles. Doit-on, pour comprendre la genèse des formes institutionnelles, faire une place aux justifications courantes qui doivent être alors qualifiées de sociales, parce qu'elles portent sur les raisons pour lesquelles on devrait mettre en place telle réforme

de continuer à cumuler les résultats qui peuvent être obtenus à partir *des concepts fondateurs de la TR1* dont le pouvoir explicatif ne s'est pas complètement érodé. Par contre, au niveau théorique, les travaux portant sur la monnaie et la finance ou encore l'État et la couverture sociale, ont suscité une généralisation des fondements des formes institutionnelles, comme en témoignent par exemple les travaux de Bruno Théret (*Régimes économiques de l'ordre politique*) ou encore ceux qui résultent de la collaboration d'André Orléan et Michel Aglietta (*La monnaie souveraine*) ».

³⁶ Les propositions méthodologiques sont alors les suivantes : « (i) la rationalité de chaque individu se construit (ce n'est pas une dotation initiale) dans des interactions socialisées avec la nature et la culture ; (ii) la rationalité n'est pas une opération cognitive objective, c'est à dire indépendante de la personne : les objets ou les problèmes n'acquièrent une valeur qu'en fonction des projets de l'individu [...] ; (iii) la rationalité n'opère pas sur la réalité mais sur des représentations de la réalité [...], représentations soumises à un principe de plausibilité qui se valide à la fois aux niveaux symboliques et matériels » (p. 46). Précisons que le holindividualisme en question se distingue de celui de Defalvard (2000) qui est le principe méthodologique de l'institutionnalisme conventionnaliste (voir *infra*), principe selon lequel il n'y a pas de prééminence de l'holisme.

institutionnelle ou s'y opposer ? Si on s'engage dans cette voie, on ne réduit pas les discours de justification à de la pure rhétorique, c'est-à-dire au point de vue sophiste de « refus de toute possibilité d'existence d'un critère de l'action juste indépendant des désirs, des satisfactions et préférences des individus particuliers » (MacIntyre, 1993 : 81), ou encore à des prises de positions dans des conflits de prétentions relevant d'une logique de « l'intérêt souverain » (Lordon, 2006), en oubliant que le conflit est inséparable de la dépendance comme le retient Commons dans sa formule de toute transaction. Cette voie reste inscrite dans la TR. En effet, en se préoccupant d'analyser la formation historique du sens moral avec l'historicité des grammaires de justification, elle n'implique pas un basculement du côté de la tradition aristotélicienne. Mais elle revient à s'écarter de la TR2.

2.2 La confrontation entre EC2 et TR2

La confrontation entre EC2 et TR2 est menée selon les critères qui viennent d'être retenus pour analyser chaque trajectoire. Cette confrontation selon cette grille est synthétisée dans le tableau suivant (voir tableau 2).

Tableau 2 : La confrontation entre EC2 et TR2

Critère	EC2	TR2
L'élément de continuité de la première à la seconde étape	La notion de <i>convention constitutive</i> : toute institution d'une règle ou d'un système de règles présuppose (repose sur) une telle convention ayant le statut de cadre commun.	La vision historique qui est porteuse du concept de <i>forme institutionnelle</i> (FI).
Le changement dans la continuité (le concept acquis est précisé)	Le cadre commun (contexte commun d'interprétation) est une <i>grammaire de justification</i> - le langage utilisé dans le débat public pour exprimer la justification de telle ou telle règle ou de telle ou telle action.	Une FI, définie comme codification d'un ou plusieurs rapports sociaux, est une <i>médiation entre structure et comportement</i> (une médiation entre la structure au sein de laquelle les individus s'activent et leurs comportements dans l'exercice de ces activités).
L'inflexion principale	S'élever au niveau des « grandes » institutions (ex : le langage, la monnaie) en donnant ainsi une place au droit et à la politique.	Traiter du <i>changement institutionnel</i> en prenant en compte les interrelations entre niveaux d'institution, en ne se limitant plus à la macroéconomie et en faisant une place au symbolique.
La réponse à la première question (la relation entre institution et comportement)	La convention constitutive rend compatible l'intérêt et la justice (la règle instituée à partir de cette convention 1 et la rationalité forment système).	La relation ne joue que dans un seul sens : de la FI vers les comportements de ceux qui sont « pris » dans le rapport que la FI en question codifie. Dans l'autre sens, ce sont des acteurs collectifs qui interviennent.
La réponse à la seconde question (la compréhension du changement institutionnel)	Le changement procède d'un déplacement qui disqualifie les anciennes épreuves, réactive les disputes et donne lieu à un changement de grammaire de justification (y compris éventualité de l'apparition d'une nouvelle cité). On en explique donc la naissance par un nouveau contexte que l'on se donne (genèse et fonction ne sont pas dissociées).	De nouveaux compromis sociaux se nouent dans une période de crise d'un ancien système de FI : ce sont des compromis politiques, dont l'explication ne relève d'aucune analyse à orientation téléologique (rupture entre genèse et fonction). La fonctionnalité met en jeu la <i>complémentarité</i> et la <i>hiérarchie</i> entre FI, cette dernière pouvant changer d'un système à l'autre.
Les principaux problèmes sur lesquels bute le programme	Comprendre la coexistence, pratiquement observable, de plusieurs cités dans de nombreuses solutions de coordination, alors que les échelles de grandeurs sont incommensurables, que les grammaires de justification ne sont pas combinables (absence de super-cité). Comprendre comment un même individu peut s'accorder à des principes supérieurs communs différents selon la situation dans laquelle il s'engage sans y perdre son individualité.	Comprendre pourquoi des règles ne sont plus suivies alors qu'elles l'étaient jusqu'alors. Comprendre pourquoi on a une diversité de comportements à une même place sociale dans un même contexte (une même forme institutionnelle macroéconomique).

Les trois premiers critères – l'élément de continuité, l'approfondissement dans la continuité, l'inflexion principale – se rattachent à une première étape qui ne relève pas encore de la confrontation. Cela appelle quelques remarques. La confrontation ne commence, à proprement parler, qu'au-delà.

Quelques remarques concernant EC2 et TR2

Concernant EC2, l'approfondissement du concept de convention constitutive, ou encore de cadre commun d'interprétation, en termes de **grammaire commune de justification** est propre à cette composante de l'EC. Ce n'est que l'une des modalités d'explicitation de la conception générale qui est constitutive de l'EC, celle selon laquelle le concept de convention a pour objet de « comprendre comment se constitue une logique collective et quelles ressources elle doit mobiliser pour se stabiliser » (Orléan, 2004 : 56). Une telle grammaire sert d'abord à exprimer des justifications ou des critiques formulées à l'occasion de l'institution des règles du jeu social (de leur réforme) : les disputes qui se manifestent alors tiennent au fait que les acteurs du débat n'utilisent pas tous la même grammaire. Elle est aussi mobilisée dans le cours du jeu social, lorsque chacun justifie ce qu'il fait, ou critique ce que fait l'autre, quitte à distinguer alors divers régimes d'action ou d'engagement (Thévenot, 2006).

Du côté de TR2, la précision du concept de forme institutionnelle et l'inflexion conduisant à se focaliser sur le changement institutionnel sont des éléments communs à toute la TR. Les divergences se manifestent dans la façon de caractériser les rangs d'institution, soit tout particulièrement à propos de la compréhension de la monnaie et de l'articulation entre le politique et l'économique. Concernant la monnaie, l'approfondissement commun réalisé est de considérer que les sujets marchands n'ont pas la possibilité d'instituer une monnaie à travers leurs seules interactions décentralisées et qu'en conséquence la monnaie précède l'économie de marché et la fonde, et non l'inverse (Aglietta, Orléan, 1982 ; 1998 ; 2002). Autrement dit, « si la monnaie institue l'économie marchande, elle ne peut en être la conséquence » (Boyer, 2004b : 27). Il s'agit d'une institution sociale globale, qui préside à la séparation entre sphère économique et sphère politique. Tous les travaux conservent l'idée fondamentale que « la sphère politique est directement mobilisée dans le processus [d'institution des FI] » (Boyer, 2004b : 26). Certains pensent les relations entre le politique et l'économique comme étant celles entre l'Etat et l'économie capitaliste abstraite au sens de Marx (le capitalisme) en conservant un principe de cohérence spatiale sans espace à priori défini. Ce

point de vue est défendu en des termes un peu différents par Boyer et par Théret³⁷. Celui développé par Amable et Palombarini introduit un amendement³⁸. L'analyse de Billaudot (2006a et 2006b) sort de la TR2 dans la mesure où elle conçoit la distinction, en modernité, entre un ordre économique et un ordre politique à partir de la signification.

Des réponses très différentes

Les réponses apportées aux deux questions qui délimitent le cœur de la confrontation sont très différentes. Pour EC2, la relation entre institution et comportement est conçue comme un système symétrique, un système pour lequel cela n'a pas de sens de parler d'action et de rétroaction parce qu'il est sans prééminence (sans histoire). Chacun de ces systèmes est propre à un contexte particulier de coordination, la seule transversalité tenant au fait que les mêmes grammaires de justification sont mobilisées ici et là. D'un strict point de vue théorique, le débat qui préside à l'institution des règles du jeu social est envisagé dans un vide institutionnel ou en mettant sur le même plan, au regard des grammaires de justification, l'ancien institutionnel à réformer pour diverses raisons (prises comme exogènes) et le nouveau qui pourrait advenir en trouvant une issue aux disputes posées par la pluralité des façons de construire l'intérêt commun. Ainsi, le problème à résoudre est en même temps un problème de coordination cognitive (se comprendre) et un problème de coordination politique (construire ensemble une *polis* en surmontant les disputes). L'accord sur une grammaire, y compris via la constitution d'une nouvelle grammaire, résout les deux : on explique la genèse et la fonction en découle. Pour TR2 au contraire, on est en présence d'une action (des formes institutionnelles sur les comportements) et d'une rétroaction (des comportements sur les formes institutionnelles) qui jouent en dynamique dans un temps historique irréversible. A elle seule la rétroaction ne suffit pas à

³⁷ Pour Boyer ((2002) ; (2004b)), il y a une claire hiérarchie entre l'ordre constitutionnel (la sphère politique, l'Etat) et la sphère économique : la sphère politique *commande* l'institution des formes institutionnelles ; celles-ci président à l'institution des organisations ; enfin, les organisations canalisent les comportements individuels. L'analyse que propose Théret ((1992), (1999)) ne retient pas de hiérarchie entre les deux ordres de pratiques qu'il distingue, l'ordre économique et l'ordre politique. Le premier, identifié au capitalisme, relève d'une logique d'accumulation de richesses et le second, confondu avec l'Etat, d'une logique d'accumulation de pouvoir (au sens de Foucault).

³⁸ L'amendement, exposé dans Amable, Palombarini (2005), est 1/ de passer de la régulation de l'économie (i.e. par des formes institutionnelles de la sphère économique) à la régulation du conflit social et 2/ d'abandonner l'idée que le « régime » serait à tous égards plus favorable que la « crise ».

produire un changement institutionnel, seulement à provoquer la crise d'un ancien système de formes institutionnelles : la médiation d'acteurs collectifs est indispensable à la formation de nouveaux compromis institutionnalisés. Ce sont essentiellement des compromis politiques mis en forme en droit : la coordination politique, ainsi réalisée transitoirement, est porteuse d'une coordination cognitive ; autrement dit, le compromis (dans sa forme) contribue à lever l'incertitude radicale.

Pour Postel et Sobel, cette opposition tient au fait que « ces deux théories traitent du même objet en occupant deux versants opposés. [...] Le point obscur de ces deux écoles de recherche, si proches en réalité, c'est de ne pas parvenir à se représenter l'acteur en conflit. L'une favorise l'individu acteur mais ne pense pas le conflit, l'autre se représente le conflit sans parvenir à identifier d'acteurs. Elles sont complémentaires dans leur mode d'approche et pareillement démunies quand il s'agit de modéliser ce qui sans doute ne peut pas l'être : l'action » (2001 : 340). Une telle complémentarité me paraît tout à fait problématique si on prend en compte les bases sur lesquelles une théorie de l'action individuelle est en cours d'élaboration de part et d'autre. En effet, ces bases sont opposées.

Cette opposition se cristallise à propos de l'apport de Bourdieu, qui fait l'objet d'une critique sans appel de la part de Favereau (2001) et dont Boyer (2003b) et Amable-Palombarini (2005) prennent la défense. Lordon reconnaît toutefois que « le thème du *changement* n'est pas celui où la sociologie de Bourdieu est à son meilleur » (2003a : 114). Il juge nécessaire de remonter à Spinoza pour disposer, avec le *conatus*, d'un amont philosophique permettant de faire front au point de vue humaniste néo-kantien de EC2. Le *conatus* est cet effort pour persévérer dans l'être, par lequel s'exprime le fait que l'homme est un être de désir. Cela vide de sens le concept de libre arbitre, en étant de la sorte la seule hypothèse générale que l'on puisse faire concernant ce qui anime l'homme à l'exclusion de tout sens moral préexistant. L'actualisation de ce *conatus* essentiel dans des désirs particuliers et des formes de coopération sociale particulières est toujours contingente.

L'opposition ne tient, toutefois, que si on considère la prédisposition humaniste constitutive d'EC2 comme étant, ce qui me semble être le cas, de première nature. Il est aussi possible de l'envisager comme une simple hypothèse de travail, à charge pour la TR de caractériser son statut historique et institutionnel dans le cadre de sa propre problématique, sans avoir besoin de cataloguer cette dernière comme étant « anti-humaniste » (Lordon) ou encore « réaliste » (Amable-Palombarini). L'opposition laisse alors la place à

la complémentarité. Cela implique de montrer que l'EC et la TR ne relèvent pas du même niveau d'analyse. Ce détour de production s'avère indispensable pour appréhender les limites respectives d'EC2 et de TR2 (voir bas du tableau 2).

2.3 Les trajectoires de l'EC et de la TR dans le champ institutionnaliste : les limites respectives d'EC2 et TR2

Dans un précédent article publié dans cette revue (Billaudot, 2004), j'ai présenté une topologie du champ institutionnaliste construite à partir d'une appropriation critique des travaux antérieurs sur cette question (DiMaggio et Powell, 1991), (Hall et Taylor, 1996), (Théret, 2000a et 2000b)³⁹. C'est cette topologie, marginalement précisée, qui est mobilisée pour situer les trajectoires de l'EC et de la TR et comprendre ainsi la complémentarité et les limites respectives d'EC2 et TR2. Une présentation extrêmement succincte de cette topologie est un préalable nécessaire.

Une topologie du champ

Le champ de l'institutionnalisme est d'abord identifié au regard du rationalisme et du structuralisme : la façon **institutionnaliste** de poser le problème de l'analyse théorique de la vie sociale à tous les niveaux et sous toutes ses formes est celle qui 1/ juge nécessaire de **mariage** les deux solutions simples d'explication des comportements humains, la solution dite rationaliste qui consiste à en rechercher les déterminants dans les individus eux-mêmes (les comportements sont seulement à orientation téléologique) et la solution dite structuraliste qui consiste à les rechercher dans la situation dans laquelle ils sont placés (les comportements sont seulement à orientation causale)⁴⁰ et 2/ considère que cette situation est caractérisée par un **institutionnel** (un ensemble de règles de natures diverses qui sont déjà là quand l'individu se livre à telle ou telle activité et dont il tient compte à ce moment). Il n'y a pas toutefois une seule modalité de mariage possible. Ce dernier peut être plus ou moins **complexe**. Trois grandes approches, qui se présentent comme des plans ou niveaux d'analyse de complexité croissante, sont alors distinguées : 1/ rationalité exogène, 2/ rationalité endogène en holisme ensembliste, 3/ rationalité endogène en holisme structuraliste historique. Le premier niveau est l'**institutionnalisme rationnel**⁴¹. On n'explique alors ni les

³⁹ Voir aussi DiMaggio (1998), Nielsen (2001) et Rousselière (2006).

⁴⁰ Concernant la distinction entre orientation téléologique et orientation causale, voir (Simmel, 1987 : 238-241).

⁴¹ En économie, les théories qui relèvent de cette première approche sont celles dont l'EC dénonce les impasses (voir première partie), ainsi que la

différences ni les changements, si ce n'est en faisant appel à une modification des données exogènes à l'analyse. Le passage ensuite à un institutionnalisme holiste (à rationalité située) consiste à retenir que le cadre institutionnel est un cadre collectif qui n'est pas influençable par un individu isolé. Au second niveau d'analyse, on s'en tient à un holisme ensembliste : la totalité n'est pas vue comme une structure ; on se la représente simplement « sous la forme d'une collection d'individus, c'est-à-dire d'une "réunion physique ou mentale d'éléments" simples, sans autre principe de composition entre eux que celui d'une commune appartenance à l'ensemble sur la base d'une identité individuelle partagée »⁴². Cette seconde approche est l'**institutionnalisme conventionnaliste**⁴³. On explique alors les différences, sans pouvoir le faire pour les changements. Au troisième niveau, le système sociétal est vu comme étant doté d'une structure : il se compose d'éléments ; ces éléments sont vus à la fois comme étant en relation entre eux et comme faisant partie d'un tout ; ces relations en sont la structure⁴⁴. Cette troisième modalité est l'**institutionnalisme historique complexe**. On ressaisit alors à la fois les différences et les changements. Cette approche est complexe dans la mesure où elle implique de procéder à une appropriation critique du travail fait en institutionnalisme conventionnaliste. Elle

théorie évolutionniste menée en temps irréversible. Dans beaucoup des théories qui relèvent de l'institutionnalisme rationnel, la rationalité (exogène) est considérée comme une propriété de première nature. Mais ce n'est pas une nécessité. On peut tout autant considérer qu'elle est contingente à la société dans laquelle elle s'exprime, tout en retenant qu'elle est exogène (i.e. on ne se préoccupe pas de comprendre cette formation sociale de la rationalité). Voir Coleman, en sociologie.

⁴² Propos de Theret (2003a : 7), qui résume en le citant Descombes (1996 : 138). Ce dernier parle d'holisme collectiviste à ce propos. Je préfère « ensembliste », l'étiquette « collectiviste » étant fondée chez Descombes sur d'autres considérations qu'une distinction avec le holisme « structural » et ne la permettant pas.

⁴³ Je préfère cette dénomination à celle d'institutionnalisme « sociologique » retenue par Hall et Taylor et conservée dans (Billaudot, 2004), dans la mesure où elle n'est pas propre à la discipline sociologique. Je préfère, par ailleurs, « conventionnaliste » à « interactionniste », qui inclut des composantes de l'institutionnalisme rationnel. On se contente alors d'expliquer 1/ de quelle façon peut se mettre en place, dans un vide institutionnel, un *système* cohérent « rationalité/règles », système dans lequel la poursuite de son propre intérêt par chacun est compatible avec le suivie de règles sociales, et 2/ pour quelles raisons il y a place pour une *pluralité* de tels systèmes.

⁴⁴ En conséquence, « on ne peut penser ces éléments qu'en relation entre eux et qu'en tant que partie d'un tout » (Theret, 2003a : 16), c'est-à-dire « en s'interdisant toute autre hypothèse sur les éléments considérés (en particulier toute hypothèse sur leur "nature" propre) » (Descombes, 1979 : 104).

ne doit pas être confondue avec l'**institutionnalisme historique simple**, approche dans laquelle on ne procède pas à cette appropriation critique – celle de considérations morales – et dont l'objet est seulement d'expliquer les changements de comportements en lien avec les changements institutionnels. Ce sont donc finalement quatre approches qui sont distinguées (voir tableau 3).

Tableau 3 : *Quatre approches institutionnalistes*

		Les changements diachroniques	
		...ne sont pas expliqués (sans réduction)	...sont expliqués
Les différences synchroniques	...ne sont pas expliquées (sans réduction)	Institutionnalisme rationnel	Institutionnalisme historique simple
	...sont expliquées	Institutionnalisme conventionnaliste	Institutionnalisme historique (complexe)

La position intermédiaire de l'institutionnalisme conventionnaliste se manifeste tout particulièrement à propos d'une question importante en économie. En institutionnalisme rationnel, le contrat est considéré comme une source de normativité (la seule pour certains). En institutionnalisme historique (simple ou complexe), seule l'action collective est source de normativité ; l'idée que le contrat pourrait l'être n'est qu'une illusion créée par le fait qu'en certains domaines l'action collective se limite à préconiser le marchandage (Commons) comme mode de règlement des transactions. Le positionnement en institutionnalisme conventionnaliste ne permet pas de se prononcer à ce sujet.

Les trajectoires de l'EC et de la TR dans le champ

Les approches dont relèvent les théories économiques de référence de l'EC et la TR, d'un côté l'approche rationaliste standard qui préside à l'élaboration de la théorie néoclassique standard, de l'autre l'approche marxiste-structuraliste, sont extérieures au champ de l'institutionnalisme. Dans chaque cas, la première étape de la trajectoire est celle qui conduit de ce positionnement initial critiqué à EC1 et TR1 (voir figure 3).

Figure 3 : Les trajectoires de l'EC et de la TR

L'affirmation de la nécessité de quitter l'institutionnalisme rationnel pour s'inscrire en institutionnalisme conventionnaliste est constitutive du point de départ de l'EC : EC1 se situe en institutionnalisme conventionnaliste, en restant proche du point de sortie de l'institutionnalisme rationnel. Le déplacement d'EC1 à EC2 éloigne de l'institutionnalisme rationnel et rapproche de l'institutionnalisme historique complexe. Certains travaux, comme on l'a vu⁴⁵, engagent dans une montée en institutionnalisme historique complexe, sans toutefois que la rupture avec l'institutionnalisme conventionnaliste soit consommée.

Pour la trajectoire de la TR, TR1 se positionne en institutionnalisme historique simple, à proximité de la frontière entre le marxisme et l'institutionnalisme. Le déplacement de TR1 à TR2 amène aux portes de l'institutionnalisme historique complexe : certains travaux ont déjà un pied dans ce dernier – notamment ceux

⁴⁵ Voir Boltanski, Chiapello (1999) qui traitent du changement avec l'apparition d'une nouvelle cité, ainsi que Bessy, Favereau (2003) et Eymard-Duvernay (2004a) concernant l'analyse du droit en l'absence d'une super cité.

de Lordon (1997, 2000) et de Coriat et Weinstein (2005)⁴⁶ –, tandis que d'autres demeurent en institutionnalisme historique simple. En effet, on ne doit pas confondre l'analyse de la reproduction structurale d'une variété de capitalismes ((Boyer, 2004a), (Amable, 2005), (Petit, 2005)) avec la compréhension des différences de comportements au sein d'un même capitalisme. A certains égards, les travaux d'Orléan, Salais et Billaudot peuvent être vus comme une tentative de ne pas en rester à l'opposition entre institutionnalisme conventionnaliste et institutionnalisme historique simple.

Des deux côtés, l'institutionnalisme historique complexe se présente comme un point de mire qui est appréhendé à partir des acquis antérieurs, acquis dont le caractère ambivalent doit être souligné puisqu'il s'agit en même temps d'un obstacle à la montée en complexité qui s'avère de part et d'autre nécessaire. L'enjeu est, en effet, de développer une analyse purement dynamique en temps irréversible des systèmes analysés en institutionnalisme conventionnaliste (leur genèse ne s'opère pas dans un vide institutionnel) en les envisageant comme des modalités concurrentes à même d'opérer lors de la mise en forme institutionnelle de telle ou telle composante de la structure sociale (ou de sa réforme, si on préfère), mais en considérant que cela est insuffisant puisqu'il s'agit de surmonter les disputes qui naissent à cette occasion de leur pluralité. Autrement dit, cette codification ne repose pas seulement sur des conventions relevant d'une justification commune ; elle comprend aussi des règles de droit procédant d'une action collective essentiellement politique ; ces dernières se présentent comme des compromis assurant la coexistence des systèmes en question dans une codification particulière (telle ou telle forme institutionnelle), en laissant ouvert leur renouvellement dans l'histoire.

Les limites d'EC2 et TR2

La grille d'analyse précédente permet d'appréhender les limites respectives d'EC2 et TR2, de saisir l'origine des problèmes sur lesquels butent chacun des deux programmes et de bien comprendre pourquoi ce ne sont pas du tout les mêmes. Du côté de l'**EC**, ces limites ou problèmes tiennent au fait qu'EC2 en **reste** à un positionnement en **institutionnalisme conventionnaliste**, c'est-à-dire à un holisme ensembliste qui ne peut connaître que la justification commune des règles sociales associées à un « tout » théoriquement indifférencié. Ainsi, le collectif est rabattu sur le

⁴⁶ Dans ce travail portant sur la construction sociale des marchés, ceux-ci reprennent à leur compte l'analyse conventionnaliste de Moureau et Sagot-Duvaurox (2003) relative à la qualification des tirages photographiques.

commun, ce qui ne laisse pas de place pour la justification en droit qui n'est pas commune, tout en étant, cela va de soi, collective (et par ailleurs strictement procédurale). On ne peut donc comprendre la coexistence, pratiquement observable, de plusieurs cités (ou mondes) dans de nombreuses solutions de coordination alors que les échelles de grandeur sont incommensurables, que les grammaires de justification ne sont pas combinables ou encore qu'il n'existe pas de super-cité à laquelle se référer pour construire des compromis⁴⁷ – sauf à retenir que ces derniers sont trouvés parce que chacun ne pousse pas à bout les exigences portées par la grammaire à laquelle il se réfère. De plus, chaque « tout » est une coordination particulière ; dans l'analyse qui en est faite, celle-ci est certes distinguée des autres ; mais cette distinction est empirique ; en conséquence, on est en présence d'une collection de situations qui ne sont pas rapportées à une structure englobante. Si cela permet de comprendre qu'un même individu puisse s'accorder à des principes (de biens) supérieurs communs différents selon la situation dans laquelle il s'engage, la question de la cohérence des actions d'un même individu dans des situations distinctes ne peut pas être posée dans des termes qui permettent d'y répondre⁴⁸. Cela passe par la prise en compte d'un enchevêtrement de structures diverses (territoires et organisations) dans lesquelles il s'inscrit de façon synchronique ou diachronique au titre d'un projet de vie pragmatiquement révisable.

S'agissant des limites et problèmes de **TR2**, elles tiennent au fait que l'institutionnalisme historique **complexe** se **distingue** de l'institutionnalisme historique **simple**. Si on s'en tient à la compréhension d'un compromis institutionnalisé comme étant simplement le résultat d'un processus politique puis juridique d'arbitrage d'un conflit d'intérêts contradictoires déjà collectivisés à l'échelle de groupes sociaux, aucune place n'est faite dans l'analyse aux disputes tenant à la référence possible à une pluralité de principes supérieurs communs concernant la justesse du compromis. On s'interdit alors une compréhension des différences de comportements individuels au sein d'un compromis donné – une forme institutionnelle caractérisée par un ensemble de règles de droit codifiées (lois ou conventions collectives étendues) établi à un niveau macroéconomique. En effet, ces différences relèvent de conventions communes courantes qui sont différentes ici et là et ces dernières procèdent nécessairement de principes supérieurs communs différents. De même, si on ne fait pas une place aux diverses façons

⁴⁷ Le problème posé par le fait que la cité civique ne recouvre pas le politique et ne peut donc être une super-cité est bien posé par Ricoeur (1995).

⁴⁸ Cette limite est pointée par Dosse (1995).

d'interpréter une codification en droit selon la référence éthique mobilisée, on a du mal à expliquer pourquoi se manifestent des dérives de comportements. Ces dérives mettent en jeu une structuration de l'individu qui ne se réduit pas à de l'incorporation. Pour les comprendre, on doit se référer au sens que les acteurs donnent eux-mêmes à ces dérives ainsi qu'aux justifications individuelles ou sociales qui les accompagnent, en se donnant les moyens de contrôler par des épreuves le crédit que l'on peut accorder à ces discours.

Conclusion

L'analyse des convergences et des divergences entre l'EC et la TR conduit à une première conclusion : faire état d'une **division du travail** entre ces deux écoles. Cette division du travail n'est pas celle dont certains ont parlé au cours des années quatre vingt dix, à savoir que l'EC se préoccuperait de construire la micro-économie de la macroéconomie de la TR, cette dernière fournissant en retour à l'EC le cadrage macroéconomique dont elle a besoin. Ce point de vue selon lequel chacune apporterait à l'autre la part qui lui manque (délimitée de cette façon) n'a jamais eu de fondement sérieux ; il a été disqualifié par les développements internes intervenus ultérieurement au sein de chacun des deux programmes. La division du travail qui a eu lieu est autre. Elle concerne la part de l'institutionnel dont s'est préoccupé chaque programme, ici les **conventions communes** socialement justifiées et là les **règles de droit** issues de compromis politiques⁴⁹. Bien évidemment, dans chaque programme, on se préoccupe de comprendre ces deux catégories empiriquement observables distinctement et de saisir

⁴⁹ Il est fait alors référence à la distinction construite par Max Weber entre Droit et Convention, en prenant en considération la façon dont la légitimité d'un ordre est garantie extérieurement dans les sociétés où prédominent les activités à signification principalement rationnelle (les intérêts), en qualifiant de « validité » la chance qu'il soit tel : « cet ordre nous l'appelons : 1. Convention [*Konvention*], lorsque la validité est garantie extérieurement par la chance que, si on s'en écarte à l'intérieur d'un groupe d'hommes déterminé, on s'expose à une réprobation (relativement générale et pratiquement perceptible) ; 2. Droit [*Recht*], lorsque la validité est garantie extérieurement par la chance d'une contrainte (physique ou psychique) grâce à l'activité d'une instance humaine, spécialement instituée à cet effet, qui force au respect de l'ordre et châtie la violation » (1995 : 68). Toutefois, comme cette « validité » se manifeste dans le cours du jeu social, et non à l'occasion de l'institution des règles du jeu social, je préfère parler de convention (au sens de convention 2) et de règle de droit, ce second genre comprenant les règles proprement politiques (lois, décrets), les conventions collectives étendues par la puissance publique et les arrêts des tribunaux faisant jurisprudence.

comment elles s'articulent. Mais cela est fait du côté de l'EC en ramenant les règles de droit (y compris conventions collectives étendues) sur le terrain conventionnel – celui de l'interaction en holisme ensembliste – en ne pouvant se prononcer clairement sur le fait que le contrat ne peut être source de normativité. Et, du côté de la TR, en ramenant les conventions communes sur le terrain du compromis politique – celui de l'action collective excluant toute existence possible de la construction d'un intérêt commun – en ne pouvant comprendre l'autonomie des conventions vis-à-vis des règles de droit, autonomie qui apparaît clairement dans le contexte actuel de mondialisation/globalisation dans lequel la formation de conventions mondiales en matière de finance ou de commerce tend à disqualifier telle ou telle règle de droit nationale antérieurement instituée.

Cette division du travail a produit les résultats que l'on pouvait en attendre. Elle n'est plus de mise aujourd'hui. Les limites rencontrées de part et d'autre ne peuvent pas être levées en conjuguant simplement les deux apports – des apports qui resteraient confinés dans les approches qui les ont portés. Ces limites doivent être reconnues et comprises comme étant congénitales à ces approches, l'institutionnalisme conventionnaliste d'un côté, un institutionnalisme historique simple de l'autre. Cette *conjugaison* n'est possible que sous l'égide d'un institutionnalisme historique complexe. Un tel positionnement commun se présente comme le point de rencontre **possible** de deux trajectoires qui ont des points de départ très éloignés.

On débouche ainsi sur la seconde conclusion à laquelle conduit la confrontation EC/TR. Menée à l'aide de la topologie du champ de l'institutionnalisme qui a été mobilisée, cette confrontation invite à formuler l'**hypothèse** que ces deux programmes pourraient se **fondre** dans l'avenir sur un positionnement clairement revendiqué en institutionnalisme historique complexe, positionnement qui était déjà celui de l'ancien institutionnalisme, notamment celui de Commons qui se préoccupa de l'articulation entre économie, droit et éthique (Théret, 2001). Le prolongement de la trajectoire de la TR en ce sens paraît, *a priori*, plus aisé à réaliser sur la lancée de ce qui a été déjà fait, que celui de la trajectoire de l'EC jusqu'au même positionnement. Ce prolongement là implique, en effet, une véritable rupture : monter du second au troisième niveau, avec tout ce que cela veut dire (passage à une analyse purement dynamique, abandon d'un holisme ensembliste pour un holisme structuraliste, etc.). Mais à l'inverse, on peut comprendre que des conventionnalistes considèrent qu'ils sont beaucoup mieux placés pour réaliser cette montée que ne le sont les régulationnistes pour passer de

l'institutionnalisme simple à l'institutionnalisme historique complexe, en raison des renoncements impliqués par ce passage. Autant dire que la fusion des deux programmes n'est qu'un point en perspective et que des pesanteurs fortes s'y opposent.

L'un des sujets qui devrait favoriser cette convergence est la constitution et la stabilisation de l'institutionnel des **organisations** en lien avec celui des **territoires** dans lesquels ces organisations s'inscrivent. En se centrant sur la coordination par les conventions, l'EC a pu ignorer cette distinction en théorie ; en effet, la conceptualisation des règles d'un territoire et celle des règles d'une organisation est la même lorsqu'on se limite aux conventions communes ; ce n'est plus le cas si on étend l'analyse à l'ensemble des règles, puisque les règles de droit sont spécifiques aux territoires. En se préoccupant de la régulation macroéconomique, mais aussi des dynamiques sectorielles ou territoriales (au sens d'un territoire local compris dans la nation considérée), la TR n'a pas esquivé la reconnaissance d'agents organisés dotés d'une personnalité juridique (entreprises, administrations, etc.) et l'analyse de leur constitution. Mais elle a essentiellement envisagé cette dernière comme étant déterminée par les rapports sociaux dans lesquels ces agents se constituent. La dynamique interne à l'organisation doit être ressaisie, afin de voir comment s'articulent les changements d'organisation et les changements qui s'opèrent aux divers niveaux de structuration spatiale des territoires, notamment en cette période de mondialisation⁵⁰. Cela vaut tout particulièrement pour l'organisation primordiale dont se préoccupent les économistes, à savoir l'entreprise et plus précisément la firme, dans un contexte marqué par le déplacement des bases de création d'un avantage compétitif du côté des connaissances. Certains travaux ont été précurseurs en la matière, notamment celui réalisé en commun par Robert Boyer et André Orléan (1991) à propos des conventions salariales. Le travail de Michel Aglietta et Antoine Rébérioux (2004) sur les dérives du capitalisme financier est de la même veine, même s'il n'échappe pas, comme le précédent, à un certain collage des deux problématiques qui sont conjuguées.

Mon hypothèse à ce sujet est que le dépassement des limites tenant à ce collage passe par une appropriation à la fois de la formule proposée par Commons pour comprendre tout *going concern* et de la distinction qu'il fait entre les règles d'organisation et les

⁵⁰ A certains égards, l'ouvrage de Boltanski et Chiapello (1999) est une tentative en ce sens, mais elle reste limitée par « l'enfermement » dans la justification commune, sans distinguer justification individuelle et justification sociale.

règles de société⁵¹. Cette appropriation menée en institutionnalisme historique complexe en partant de l'activité doit permettre de donner toute leur place aux ressources, tout particulièrement aux ressources patrimoniales en convertibilité réciproque avec les deux institutionnels qu'il s'agit d'articuler, des ressources patrimoniales qui sont ici publiques (territoire) et là privées (organisation).

Références

- Aglietta M. (1974), *Régulation du mode de production capitaliste dans la longue période. Exemple des Etats-Unis (1870-1970)*, Thèse de doctorat ès Sciences Economiques, Université de Paris 1, 639 p.
- Aglietta M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Levy (nouv. ed. Paris, Odile Jacob, 1997).
- Aglietta M., Orléan A. (1982), *La violence de la monnaie*, col. Économie en liberté, Paris, PUF.
- Aglietta M., Orléan A. (éds.) (1998), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob,
- Aglietta M., Orléan A. (éds.) (2002), *La monnaie : entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.
- Aglietta M., Rebérioux A. (2004), *Les dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel.
- Amable B. (2005), *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Seuil.
- Amable B., Palombarini S. (2003), « Une approche néo-réaliste de l'économie politique », *Communication au colloque « Conventions et Institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique »*, 11-13 dec., Université paris X Nanterre.
- Amable B., Palombarini S. (2005), *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'agir.
- Arrow K. J. (1973), « Information and Economic Behavior », Lecture to the Federation of Swedish Industries. Publié dans *The Collected Papers*, vol. 4, Basil Blackwell, 1984, p. 136-152.
- Arrow K. J. (1974), *The Limits of Organisations*, New York, Norton (Ed. fr., *Les limites de l'organisation*, Paris, PUF, 1976).
- Baslé M. (1995), "Antécédents institutionnalistes méconnus ou connus de la théorie de la régulation", in Boyer R., Saillard Y. (éds.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Batifoulier P. (sous la dir.) (2001), *Théorie des conventions*, Paris, Economica.
- Bessy C., Favereau O. (2003), « Institutions et économie des conventions », *Cahiers d'économie politique*, n° 44, Paris, L'Harmattan.

⁵¹ Voir notamment (Billaudot, 2005) et (Billaudot, 2007).

- Billaudot B. (1996), *L'ordre économique de la société moderne : un réexamen de la théorie de la régulation*, Col. Théorie sociale contemporaine, Paris, L'Harmattan.
- Billaudot B. (2001), *Régulation et croissance. Une macroéconomie historique et institutionnelle*, Paris, L'Harmattan, 304 p.
- Billaudot B. (2004), « Institutionnalismes, rationalisme et structuralisme en science sociale », *Economie et Institutions*, n°4, premier semestre.
- Billaudot B. (2005), « Le territoire et son patrimoine », *Géographie, économie, société*, volume 7- n° 1 – Janvier-Mars, Lavoisier, pp. 83-107.
- Billaudot B. (2006a), « Développement et croissance. De la nécessité de distinguer ce qui est d'ordre économique et ce qui est de nature économique pour clarifier les débats actuels », in Berr E. et Harribey J-M. (dir.), *Le développement en question(s)*, Bordeaux, PUB.
- Billaudot B. (2006b), « Economique, justification marchande et démocratie », in Humbert M. et Caillé A. dir., *La démocratie au péril de l'économie*, Rennes, PUR.
- Billaudot B. (2007), « Le territoire et l'organisation : deux genres de structure sociale d'activités dotée d'un patrimoine. Un réexamen de la distinction entre institution et organisation », *Economie appliquée* (à paraître).
- Boltanski L., Thevenot L. (1987), « Les économies de la grandeur », *Cahiers du CEE*, série Protée, CEE, PUF.
- Boltanski L., Thevenot L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- Boltanski L., Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bourdieu P. (1980), *Questions de sociologie*, Paris, Les Editions de minuit.
- Bourdieu P. (1994), *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.
- Boyer R. (1986), *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Paris, Agalma, La Découverte.
- Boyer R. (1995), « Aux origines de la théorie de la régulation », in Boyer R. et Saillard Y. (eds.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Boyer R. (2002), « La théorie de la régulation à l'épreuve des années quatre-vingt-dix », in Boyer R. et Saillard Y. (eds.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, nouvelle édition, Paris, La Découverte.
- Boyer R. (2003b), « L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150. Décembre.
- Boyer R. (2004a), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?* Odile Jacob, Paris.
- Boyer R. (2004b), *Théorie de la régulation. I. Les fondamentaux*, coll. Repères, Paris, La Découverte.

- Boyer R. (2005), « La théorie de la régulation. Entretien avec Robert Boyer », *Critique économique*, n° 15, Printemps 2005, Rabat.
- Boyer R. et Orléan A. (1991), « Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire », *Revue économique* n° 2, mars.
- Boyer R. et Saillard Y. (1995), « Un précis de la régulation », in Boyer R. et Saillard Y. (eds) *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- CEPREMAP-CORDES (1977), « Approches de l'inflation : l'exemple français », *Rapport de la convention de recherche*, n° 22/176, dec.
- Chanteau J.-P. (2003), « La dimension socio-cognitive des institutions et de la rationalité : éléments pour une approche holindividualiste », *L'Année de la Régulation*, vol.7, 2003-2004, pp. 49-92.
- Commons J. R. (1931), « Institutional Economics », *The American Economic Review* vol. XXI, n° 4. Trad. fr. [1999], *Géographie, économie et société*, vol. 2 et [2001], *Cahiers d'économie politique*, n° 40-41, L'Harmattan, pp.287-296.
- Commons J. R. (1934), *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, The University of Wisconsin Press, 1959, 2 vol. (1° ed. 1934, Macmillan).
- Coriat B. et Weinstein O. (2005), « La construction sociale des marchés, *La lettre de la régulation*, n° 53, septembre.
- Defalvard H. (1992), « Critique de l'individualisme méthodologique revu par l'économie des conventions », *Revue économique*, n° 1, janvier, pp.127-143.
- Defalvard H. (2000), « L'économie des conventions à l'école des institutions », *Document de travail*, Noisy le Grand, Centre d'étude de l'emploi, n°2, juillet.
- Descombes V. (1979), *Le même et l'autre*, Paris, Editions de Minuit.
- Descombes V. (1996), *Les institutions du sens*, Paris, Editions de Minuit.
- DiMaggio P. (1998), « The New Institutionalisms : Avenue of Collaboration », *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 154(4), 696-705.
- DiMaggio P. et Powell W. (1991), *The New Institutionnalism in Organizational Analysis*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Dosse F. (1995), *L'empire du sens ; L'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte.
- Dupuy J.-P., Eymard-Duvernay F., Favereau O., Orléan A., Salais R., Thevenot L. (1989), « L'économie des conventions », *Revue économique*, vol. 40 n° 2, mars.
- Eymard-Duvernay F. (1989), « Conventions de qualité et formes de coordination », *Revue économique*, numéro spécial « Economie des conventions », Mars, vol. 40, n° 2, pp. 329-359.

- Eymard-Duvernay F. (2004a), « L'encadrement juridique du licenciement mis en question par les économistes », *Connaissance de l'emploi - Centre d'études de l'emploi*, n° 6, août.
- Eymard-Duvernay F. (2004b), *L'économie politique de l'entreprise*, Coll. Repères, Paris, La Découverte.
- Favereau O. (1989), « Marchés internes, marchés externes », *Revue économique*, numéro spécial « Economie des conventions », vol. 40, n° 2, mars, pp. 273-329.
- Favereau O. (1995), « Conventions et régulation », in Boyer R. et Saillard Y. (dir), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Favereau O. (2001), « L'économie du sociologue ou : penser (l'orthodoxie) à partir de Pierre Bourdieu », in Lahire B. (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques*, La Découverte/poche, Paris, p. 255-314.
- Favereau O. (2004), « Economie des conventions », *Critique économique*, n° 12, Hiver-printemps.
- Godard O. (2004), « De la pluralité des ordres – Les problèmes d'environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification », *Géographie, Economie, Société*, volume 6 – N° 3, juillet-septembre, Lavoisier, pp. 303-330.
- Hall P. et Taylor R. (1996), « Political Science and the Three New Institutionnalisms », *Political Studies*, dec. (trad.fr. : (1997), « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 3-4, juin-août, pp. 469-495).
- Jeammaud A. et Lyon-Caen A. (1986), *Droit du travail, démocratie et crise*, Arles, Actes Sud.
- Lewis D. (1969), *Convention. A Philosophical Study*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Livet P. et Thévenot L. (1994), « Les catégories de l'action collective », in Orléan A. (dir), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF.
- Lipietz A. (1988), « La trame, la chaîne et la régulation : un outil pour les sciences sociales », *Document de travail Cepremap*, n° 8816.
- Lipietz A. (1995), « De la régulation aux conventions : le grand bon en arrière », in « Théorie de la Régulation, Théorie des conventions », *Actuel Marx*, n° 17, premier semestre, pp. 39-48.
- Lordon F. (1997), *Les quadratures de la politique économique*, Albin Michel, Paris.
- Lordon F. (2000), « La création de valeur comme rhétorique et comme pratique », *L'Année de la Régulation*, vol. 4, La Découverte, Paris, p. 115-164.
- Lordon F. (2003a), « Conatus et institutions : pour un structuralisme énergétique », *L'Année de la Régulation*, vol. 7, 2003-2004, pp.111-146 .

- Lordon F. (2003b), « Revenir à Spinoza dans la conjoncture intellectuelle présente », *L'Année de la Régulation*, vol.7, 2003-2004, pp. 147-166.
- Lordon F. (2006), *L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique spinoziste*, La Découverte, Paris.
- MacIntyre A. (1993), *Quelle justice ? Quelle rationalité ?*, Léviathan, Paris, PUF.
- Nielsen K. (2001), « Institutional Approaches in the Social Sciences : Typology, Dialogue, and future Challenges », *Journal of Economic Issues*, 35(2), 505-516.
- Moureau N. et Sagot-Duvaurox D. (2003), « La construction sociale d'un marché : l'exemple du marché des tirages photographiques », *Communication au colloque « Conventions et institutions »*, 11-13 dec., Université Paris X Nanterre.
- North D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Orléan A. (1989), « Pour une approche cognitive des conventions économiques », *Revue économique*, volume 40, n° 2, Mars, pp 241-272.
- Orléan A. (1994), « Vers un modèle général de la coordination économique par les conventions », in Orléan A. (dir), *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF (Nouvelle édition, Quadrige, Paris, PUF, 2004).
- Parti communiste français (1971), *Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, Paris.
- Petit P. (2005), *Croissance et richesse des nations*, Collection Repères, La Découverte, Paris.
- Piaget J. (1968), *Le structuralisme*, Paris, PUF.
- Polanyi K. (1986), "La fallace de l'économisme", *Bulletin du MAUSS*, n°18, Mai.
- Postel N. (2003), *Les règles dans la pensée économique contemporaine*, Paris, CNRS Editions, 260 p.
- Postel N ; et Sobel R. (2001), « L'impensé de l'hétérodoxie économique française », *Les temps modernes*, n° 615/616, sept./oct., p. 321-346.
- Rawls J. (1987), *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil (tr. fr. de *A Theory of Justice*, The Belknap of Harvard University, 1971).
- Rawls J. (1993), *Justice et démocratie*, Seuil, Paris.
- Ricoeur P. (1995), « La place du politique dans une conception pluraliste des principes de justice », in Joëlle Affichard, Jean-Baptiste de Foucauld (dir), *Pluralisme et équité*, Commissariat du Plan, Paris, Editions Esprit, pp. 71-84.
- Rousselière D. (2006), *L'économie sociale dans l'organisation et la coordination des activités productives : le cas du secteur culturel*, Thèse de sciences économiques, UPMF, Grenoble.
- Salais R. (1994), « Incertitude et interactions de travail : des produits aux conventions », in Orléan A. (dir), *Analyse économique des*

- conventions*, Paris, PUF (Nouvelle édition, Quadrige, Paris, PUF, 2004).
- Salais R. (1998), « A la recherche du fondement conventionnel des institutions », in Salais R., Chatel E. et Rivaud-Danset D. (dir), *Institutions et conventions*, Paris, Editions de l'EHESS.
- Salais R. et Storper M. (1993), *Les mondes de production*, Paris, Editions de l'EHESS.
- Salais R. et Thévenot L. eds. (1986), *Le travail. Marchés, règles, conventions*, Paris, Economica.
- Schelling T. (1960), *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1980.
- Servais O. (2003), « Dispositions et détermination de l'action dans la théorie de la régulation », *Economie et Institutions*, n° 3 – 2^{ème} semestre, pp. 29-73.
- Simmel G. (1987), *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF [Trad. fr. de *Philosophie des Geldes*, 1977, Dunker & Humblot, Berlin].
- Théret B. (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique : esquisse d'une théorie régulationniste de l'Etat*, Paris, PUF.
- Théret B. (1995), « Etat, finances publiques et régulation », *Théorie de la régulation L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Théret B. (1999), "L'effectivité de la politique économique : de l'autopoïèse des systèmes sociaux à la topologie du social", *L'Année de la régulation*, volume 3, pp 127-168.
- Théret B. (2000a), « Institutions et institutionnalismes : vers une convergence des conceptions de l'institution ? », in Tallard M., Theret B. et Uri D. (dir.), *Innovations institutionnelles et territoires*, Paris, L'Harmattan.
- Théret B. (2000b), « Nouvelle économie institutionnelle, Economie des conventions et Théorie de la régulation : vers une synthèse institutionnaliste ? », *La lettre de la régulation*, dec., pp. 1-4.
- Theret B. (2001), « Saisir les faits économiques : la méthode Commons », *Cahiers d'économie politique*, n° 40-41, L'Harmattan, pp. 79-137.
- Théret B. (2003a), « Institutionnalismes et structuralismes : oppositions, substitutions ou affinités électives ? », *Cahiers d'économie politique*, n° 44, L'Harmattan.
- Théret B. (2003b), « Structure et modèles élémentaires de la firme : une approche hypothético-déductive à partir des *Insights* de John R. Commons », *Economie et Institutions*, n° 2 – 1^{er} semestre 2003, pp 141-166.
- Ughetto P. (2003), « Action et interprétation : les bases d'un rapprochement paradigmatique au sein des analyses hétérodoxes », *Forum de la Régulation 2003*, oct. , Paris.
- Weber M. (1995), *Economie et société*, Paris, Agora pocket, Plon.
- Wuhl S. (2002), *L'égalité. Nouveaux débats*, Paris, PUF.